[](https://www.kla.tv/13618)

Privatiser les profits –mutualiser les pertes

**Dans leur première rage, des experts financiers réveillés ont mis l'arnaque des casinos de jeu au même niveau que les spéculations reconnues et illégales des gros spéculateurs ou des traders de devises étrangères. Cependant, cette comparaison fait du tort aux gérants de casinos. En règle générale, contrairement à d'innombrables gros spéculateurs, ils partagent avec la société des parts de profit plus ou moins grandes.**

Dans leur première rage, des experts financiers réveillés ont mis l'arnaque des casinos de jeu au même niveau que les spéculations reconnues et illégales des gros spéculateurs ou des traders de devises étrangères. Cependant, cette comparaison fait du tort aux gérants de casinos. En règle générale, contrairement à d'innombrables gros spéculateurs, ils partagent avec la société des parts de profit plus ou moins grandes. Ainsi, 50 % des gains des casinos suisses sont versés directement à la caisse de retraite AVS. De nombreux gros spéculateurs, d'autre part, contournent habilement la société pour leurs bénéfices de dividendes qui s’élèvent jusqu'à 500 millions de francs suisses ; en d'autres termes, ils profitent de leurs bénéfices spéculatifs en toute confidentialité et sans impôt. Et maintenant, ça touche aux choses vitales : si un gérant de casino fait faillite, cela reste son affaire privée à lui seul. Il ne peut pas répercuter de manière régressive les dettes de son casino sur la société en avançant : « Je vous ai donné une part de mes bénéfices, alors partageons maintenant mes pertes spéculatives. » N'importe quel autre entrepreneur pourrait dire cela. Les mêmes droits pour tous. Mais loin de là. Il n'en va pas de même pour certains gros spéculateurs et trader en devises. Beaucoup de personnes de ce type, si elles ont spéculé et perdu des milliards, peuvent tout simplement transmettre leurs pertes à la société, en d'autres termes à nous, les contribuables. C’est encore pratiqué par d'innombrables banques et compagnies d'assurance privées de par le monde. Tant qu'ils font encore des milliards de profits avec leurs transactions spéculatives, ils augmentent leur propriété privée ; si, d'un autre côté, ils font des milliards de pertes, ils peuvent simplement les répercuter sur la société, c'est-à-dire les contribuables. Leur fortune privée gagnée frauduleusement demeure intacte, y compris leurs salaires élevés. Dans certains cas, même les bonus restent protégés.  
Afin de ne pas réveiller les peuples meurtris de leur sommeil de plus en plus agité, certains politiciens répètent donc des berceuses hypocrites. Ces berceuses suggèrent aux citoyens qu'à l'avenir, lors des crises financières, les banques qui ont mal spéculé devront porter le chapeau elles-mêmes... avec leurs actionnaires. Mais les paroles sont loin d’être des actes.  
Dans la pratique, les politiciens se contentent encore de traiter les symptômes au lieu de s'attaquer aux véritables tumeurs cancéreuses. Les tumeurs cancéreuses sont composées des banquiers qui collectent leurs millions en salaires et bonus par des transactions spéculatives. Mais d’autres font aussi de même : d'innombrables compagnies d'assurance et de grandes entreprises telles que l'industrie pharmaceutique, les télécommunications, les compagnies d’électricité, la science, de plus en plus aussi les services postaux, l'agriculture, etc. Ils spéculent tous non pas avec leur propre argent, mais avec l'argent du peuple. Et là aussi, ils continuent de perdre beaucoup de la richesse nationale. Par la suite, ils ne disposent pas du capital-action nécessaire, c'est-à-dire de fonds propres, pour pouvoir compenser leurs mauvaises spéculations. Les propriétaires de banques privées qui génèrent des milliards de profits avec l'argent public, surtout par le biais de profits spéculatifs, empruntent même de plus en plus notre argent à des taux d'intérêt négatifs. On ne peut que se demander à quel point nous sommes stupides ! Encore combien de temps ? Quand allons-nous enfin tenir tous ces millions de spéculateurs comme lourds responsables de leurs dettes spéculatives ? La seule raison pour laquelle les contribuables interviennent toujours aveuglément en faveur de tels contrevenants, c’est parce qu'ils ne savent pas du tout ce qu'ils font. L'ensemble du système monétaire a été présenté aux peuples d'une manière tellement compliquée qu'ils ne peuvent plus voir à travers la fraude la plus simple.  
Tout critique qui qualifie de scandaleuses, voire de criminelles, les affaires bancaires, les assurances et autres spéculations similaires a donc raison tant que les responsables privatisent encore leurs profits, répercutent leurs pertes sur la société et conservent même leurs énormes salaires et leurs bonus. Avec cette pratique scandaleuse, les banquiers ont amené le monde au bord du gouffre. Et ils continueront de le faire jusqu'à ce que le peuple s'y oppose et exige que les pertes subies par les spéculateurs des banques soient payées par les seuls opérateurs. Il en va de même pour tous les modèles économiques de spéculation et de redistribution du même type. En un clin d'œil, des milliards d'euros seraient ainsi collectés et les citoyens qui ont été lésés jusqu'à présent s'en porteraient beaucoup mieux.  
Mais nos propres systèmes dits de sécurité empêchent eux-mêmes toute correction. Comment est-ce possible ? Tout simplement en tolérant les réseaux illégaux et secrets, c'est-à-dire les interdépendances mutuellement bénéfiques entre les contrôleurs et les contrôlés. Même avec ces interdépendances corrompues omniprésentes, la majorité reste silencieuse uniquement parce qu'elle n'est pas suffisamment informée ou qu’elle est simplement résignée, bien qu'elle soit une victime permanente de ces interdépendances corrompues. (Voir les précédentes émissions de Kla.TV sur le sujet)  
Et par un tel silence, les peuples trompés ont de nouveau fait naître une convoitise encore plus grande parmi les spéculateurs des cercles de l'État, de l’économie et des assurances, etc. Ces élites, dont certaines sont déjà anciennes, sont même encouragées par le silence impuissant des peuples à poursuivre leur fraude de la privatisation et même à aller vers l'abolition de l’argent liquide, les taux d'intérêt négatifs, etc. La privatisation extrêmement astucieuse des profits et la mutualisation des pertes font partie de notre vie quotidienne depuis des décennies.   
Les soucis financiers croissants nous ont fait oublier que, dans des États de droit comme théoriquement le nôtre, il était d'usage, il n'y a pas si longtemps, de ne tenir pour responsables que les responsables. Les tribunaux pénaux pourraient imposer des peines allant jusqu'à 10 ans d'emprisonnement.  
Les contribuables devront subir les conséquences de toute cette mauvaise gestion insensée tant qu'ils ne redirigeront pas la roue de la dette sur la tête des véritables responsables. S'ils ne le font pas, les peuples se précipiteront directement, avec une certitude de 100 %, vers le prochain abîme de la dette. Et tous les gouvernements du monde le savent certainement. Néanmoins on veut bien s’accommoder de tout cela et de bien plus encore.  
Notre monde est menacé existentiellement de toutes parts par les technologies, les systèmes de subventions, la privatisation et bien d'autres systèmes de mauvaise gestion hostiles à la vie. Des journées entières ne suffiraient pas à décrire tous ces systèmes de redistribution catastrophiques. Il est donc grand temps de réveiller le peuple endormi et vidé par les médias, afin qu'il se débarrasse des dettes dont il a été illégalement accablées et qu'il ramène le fardeau des dettes uniquement sur la tête de tous leurs vrais auteurs !

**de .**

**Sources:**

Stromversorgung:  
<https://uni.de/redaktion/atomausstieg-gewinne-privatisieren-verluste-sozialisieren>  
Agrar-Wirtschaft:   
<https://www.blitzverlag.de/leserbriefe/leserbriefe-lesen/leserbrief/detail/gewinne-privatisieren-verluste-sozialisieren.html?no_cache=1>  
Banken:   
<http://www.peopleforpeople.ch/?p=978>  
<http://www.labournet.de/politik/wipo/finanzmaerkte/banken-krise08/gewinne-privatisieren-verluste-sozialisieren-wie-wir-lernten-die-banken-zu-hassen/?cat=7673>  
Versicherungen:  
<http://www.labournet.de/politik/wipo/finanzmaerkte/banken-krise08/gewinne-privatisieren-verluste-sozialisieren-wie-wir-lernten-die-banken-zu-hassen/?cat=7673>  
<http://m.susanna-karawanskij.de/fileadmin/share/Privatisierung_von_Autobahnen__Susanna_Karawanskij_bei_Huffington_Post..pdf>  
Privatunternehmen: Beispiel Katastrophe Loveparade:   
<https://www.lto.de/recht/hintergruende/h/nach-der-loveparade-katastrophe-gewinne-privatisieren-verluste-sozialisieren/>

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

#SystemeFinancier - L'argent dirige le monde... - [www.kla.tv/SystemeFinancier](https://www.kla.tv/SystemeFinancier)  
  
#FilmsDocumentaires - documentaires - [www.kla.tv/FilmsDocumentaires](https://www.kla.tv/FilmsDocumentaires)

[](https://www.kla.tv/fr)**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**

* ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
* peu entendu, du peuple pour le peuple...
* des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](https://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter:** [**www.kla.tv/abo-fr**](https://www.kla.tv/abo-fr)

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd’hui en réseau en dehors d’internet!  
Cliquez ici:** [**www.kla.tv/vernetzung&lang=fr**](https://www.kla.tv/vernetzung&lang=fr)

*Licence: C:\Users\W\Downloads\ccby_transparent.png Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d’utiliser notre matériel avec l’attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.  
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n’est autorisé qu’avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.